

Royaliste

Bimensuel de la Nouvelle Action royaliste

cible

Détachement

Inscrite dans le droit français, la directive bruxelloise sur le travail détaché est un scandale : elle permet l'exploitation de travailleurs par des patrons qui jouent sur les modes minimalistes de protection sociale des pays pourvoyeurs de main d'œuvre à bon marché.

Ce scandale est reconnu puisque Bruxelles a amorcé une procédure de révision de la directive. Emmanuel Macron s'est fait le champion de la réforme et a proclamé sa victoire au lendemain de la réunion des ministres du travail de l'Union.

Il est vrai que les salaires devront être payés aux travailleurs détachés conformément aux conventions collectives, mais tel est déjà le principe juridique reconnu. On va donc demander aux patrons de ne plus frauder ! Il est vrai que la durée de détachement devrait être limitée à douze mois – mais une dérogation est possible pour six mois supplémentaires. Surtout, on oublie de dire que la durée moyenne d'un détachement est de quarante jours, avec un maximum de quatre mois, et que les chauffeurs routiers ne sont pas inclus dans l'accord. Il faut aussi compter avec les vœux émis par le Parlement européen...

On n'est pas sortis de l'usine à gaz !

Macron

Cascade de mépris

Centenaire

Révolution
d'octobre

p. 8

Idées

Michel
Onfray

p. 9

Retour à la pensée unique

Signe de la reprise en main de l'administration, le Premier ministre a décidé de placer sous tutelle France Stratégie. En cause, une note qui rompt timidement avec l'hégémonie économique néo-classique en dehors de laquelle il sera désormais interdit de penser en haut lieu.

L'information n'a pas eu les honneurs de la grande presse qui s'offusque habituellement pour beaucoup moins que ça ; elle n'a pas fait non plus l'objet de longs développements dans les magazines spécialisés ; seuls les réseaux sociaux ont émis quelques gazouillis, sans pour autant faire le buzz. Et pourtant, elle aurait mérité un meilleur traitement tant elle est révélatrice de la manière dont les deux têtes de l'exécutif se comportent avec leur administration. Edouard Philippe a ainsi annoncé, le 13 octobre, que France Stratégie, le laboratoire d'idées du gouvernement, serait, d'ici à la fin de l'année, mis à la disposition du futur délégué interministériel à la transformation publique dont le nom n'est toujours pas connu et les missions, encore floues. Cette décision fait suite à la publication d'une Note de stratégie (1) qui propose, pour résorber les dettes publiques des pays de la zone euro jugées trop élevées et à ce titre dangereuses pour l'avenir de l'Union européenne, une plus grande solidarité financière entre

les États membres, un rachat de la dette publique par la Banque centrale européenne et un impôt exceptionnel sur le capital immobilier. Pour un lecteur de *Royaliste*, habitué à plus d'audace dans la critique de la politique économique, les deux premières préconisations n'ont rien de novateur, mais pour notre Premier ministre, très soucieux de ne pas froisser la sensibilité de la chancelière allemande et du président de la Commission européenne, elles peuvent, à juste titre, paraître « farfelues » et « irréalistes », selon les termes utilisés par un proche du Premier ministre et relayés par l'AFP, en ce qu'elles prennent le contrepied des pratiques habituelles. On peut, en revanche, s'interroger sur l'opportunité de la dernière proposition qui vise, ni plus ni moins, à alourdir la fiscalité sur les actifs immobiliers, alors que la réforme en cours, qui prévoit déjà de faire davantage peser l'impôt sur la fortune (ISF) sur le foncier, provoque des remous au sein des classes moyennes. Selon la note de France Stratégie, l'État pourrait en effet décréter « qu'il devient propriétaire de tous les terrains construits résidentiels, à hauteur d'une fraction fixée de leur valeur ». Qu'on soit d'accord ou non, il n'est pas surprenant que France Stratégie – organisme qui a succédé en 2013 au Centre d'analyse stratégique mis en place par Dominique de Villepin, alors Premier ministre, et qui a, lui-même, remplacé le

Commissariat général au Plan – mette en avant le résultat de ses recherches, quand bien même elles n'ont pas l'heur de plaire. L'une de ses missions n'est-elle pas aussi « d'inventer les politiques publiques de demain » et « d'animer le débat public » ? Les auteurs de la note avaient pourtant pris les devants : « *Les trois voies explorées ici, expliquent-ils en préambule, présentent inévitablement un caractère inédit et radical, que certains iront jusqu'à qualifier de dangereux. Elles soulèvent des difficultés politiques et juridiques évidentes. Le débat mérite néanmoins d'être abordé à froid, afin d'éviter d'avoir à prendre dans l'urgence des décisions non préparées en cas de choc économique d'envergure dans la zone euro* ». Cette mise sous tutelle confirme qu'il est désormais interdit de penser hors des sentiers battus par l'orthodoxie économique. Elle est aussi une manière de se débarrasser à terme de Michel Yahiel, ancien conseiller social de François Hollande à l'Élysée, recasé rue de Martignac par l'ancien président à la fin de son mandat.

Sur le fond, la note ne va pas assez loin, du moins quant aux deux premières mesures mises en avant. L'instauration de plus de solidarité entre les États membres de l'Union et leur financement par la BCE constitue le minimum d'une réforme de grande ampleur qui ferait du déficit budgétaire un outil au service d'une politique économique soucieuse des intérêts du pays et de ses habitants, et non un boulet qui pèse sur l'activité.

Nicolas PALUMBO

(1) Vincent Aussilloux, Christophe Gouardo et Marie Cases, **Comment assurer la résorption des dettes en zone euro ?**, La note d'analyse n° 62 d'octobre 2017.

SOMMAIRE

P 1 Cible : Détachement - P 2 : France stratégie : Retour à la pensée unique - P 3 : Macron : Cascade du mépris - Écho des blogs : Pierre Manent - P 4 Macron : Instruit, mais sans éducation - P 5 : Chine : Au royaume de Xi - P 6 - 7 : Langue : Enjeu communautariste et idéologique - P 8 : Centenaire : Octobre en Russie - P 9 : Idées : Michel Onfray - P 10 : Proche-Orient : Coquelicots d'Irak - Persécution et oubli - P 11 : Brèves - Mercredis - vidéos - Permanences - P 12 : La culture du défaitisme

Cascade de mépris

Emmanuel Macron n'est pas le seul à dire publiquement que les Français sont pourris de vices. Les propos méprisants que l'on tenait naguère dans les cercles fermés de la haute bourgeoisie tombent désormais en cascade sur les gens qui « ne sont rien ».

Le président des riches s'est plaint au *Spiegel* de notre pays « paralysé par l'envie ». Décidément nous ne sommes rien – rien d'autre que des pécheurs car dans la morale chrétienne l'envie est un péché capital, autrement dit un vice. Il n'est pas étonnant que, dans le « nouveau monde » macronien, des courtisans à l'ancienne emboîtent le pas au chef de cordée et rivalisent dans la sociologie de bas étage. Ainsi Guillaume Perrault, auteur d'un ouvrage à la gloire du conservatisme explique dans *Le Figaro* (23 octobre) que les Français ont toujours été des envieux, avant comme après la Révolution française, et que nous continuons à cultiver ce vice, même quand on réduit les inégalités. Vraiment, nous sommes trop moches...

En plus, nous sommes nuls. Dans le même journal, Jean-Pierre Robin fustige le « manque de compétences » des Français à partir d'une étude publiée par Patrick Artus, chef des économistes de Natixis. Preuve : nous utilisons trop peu de robots. Donc nous sommes inemployables sur le marché mondial. Or nous revendiquons des salaires élevés, sans rapport avec notre faible technicité. Il faudrait donc que le gouvernement organise une thérapie de groupe à l'échelle nationale afin que nous reconnaissons nos fautes et que nous retrouvions enfin nos manches.

Le vieux discours sur la « compétence », qui signifie tout et n'importe quoi, permet de faire oublier les causes monétaires – l'euro – et commerciales – le libre-échange – de la crise économique nationale. Cette embrouille est bien connue de nos lecteurs. En revanche, la thématique de l'envie est nouvelle dans l'espace public et n'est d'ailleurs pas loin du slogan maurassien : « la démocratie, c'est l'envie ». C'est également une embrouille. Emmanuel Kant - et bien d'autres philosophes - dit que l'envie est cette « disposition qui nous fait voir avec chagrin le bien d'autrui, alors même que nous n'éprouvons nous-mêmes aucun dommage ». Dans leur majorité, les Français n'envient pas le bien d'autrui parce qu'ils ne connaissent guère les mœurs de la classe dirigeante – sauf s'ils ont lu les Pinçon-Charlot. Ils ne supportent pas que les profits d'une infime minorité soient le fruit d'un système qui leur cause d'immenses dommages.

Sylvie FERNOY

Pierre Manent

Directeur d'études à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, disciple de Raymond Aron, Pierre Manent occupe une place de premier plan dans le paysage intellectuel français. Il a œuvré pour remettre à l'honneur les grands penseurs libéraux du XIX^e siècle. Sur le site *FigaroVox* (1), il décrypte le début du quinquennat d'Emmanuel Macron, l'état de l'Union européenne et l'attitude des dirigeants français à l'égard de l'Allemagne.

Il observe d'abord qu'Emmanuel Macron avait fait montre d'une énergie et d'une assurance, ainsi que d'un remarquable sens tactique, dans sa démarche de conquête du pouvoir. En se détachant ostensiblement de la droite et de la gauche, Emmanuel Macron s'était émancipé des références collectives qui donnaient sens à l'une et à l'autre, la nation dans le cas de la droite, le peuple des travailleurs ou des humiliés et des offensés dans le cas de la gauche. Il put le faire d'autant plus aisément que « le parti gaulliste n'étant plus gaulliste et le Parti socialiste n'étant plus socialiste, [il] n'avait plus qu'à mettre en musique le programme « libéral et européen » que la droite et la gauche de gouvernement partagent en fait depuis 1983. » Puis, après avoir dénoncé l'oligarchie euro-béate qu'il nomme le « parti européen » qui « a effrontément refusé de tenir le moindre compte des deux référendums tenus en 2005 dans deux des pays fondateurs de l'Union européenne » (...), il fait le procès justifié de l'UE : « ...la cause de son échec est simple: (...) dès lors qu'on se refusait à fonder des États-Unis d'Europe comme les États-Unis d'Amérique avaient été fondés, par une constitution fédérale organisant des pouvoirs communs, (...) il était vain d'agir comme si l'Europe pouvait devenir une république fédérale, comme si l'empilement d'institutions communes allait finir par produire au terme du processus ce que l'on avait refusé par principe au commencement. » Enfin, s'attaquant au mythe du « couple franco-allemand » par une jolie formule : « La relation que les Français ont nouée avec l'Allemagne (...) est vraiment étrange. Ils tiennent absolument à épouser l'Allemagne [mais les] Allemands (...) nous avaient signifié très clairement, dès le lendemain de la signature du traité de l'Élysée, qu'ils n'étaient pas intéressés par ce mariage. Le 15 juin 1963, le Bundestag ne ratifia le traité qu'après avoir voté un préambule qui soulignait (...) que le traité n'aurait aucun effet d'aucune sorte sur aucun des principes de la politique allemande. », il conclut : « Il n'y a jamais eu de couple franco-allemand. »

Loïc de BENTZMANN

(1) Publié le 13 octobre 2017

Instruit, mais sans éducation

Après son entretien accordé à l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* (1), les médias français ont soupçonné Emmanuel Macron d'avoir voulu les « contourner pour réaffirmer une figure de proximité auprès d'une opinion boudeuse » (2), et - toujours narcissiques - ont pleuré misère que le Président les range « du côté des cyniques ». Du coup, ils ont négligé le texte allemand de l'entretien, qui, pourtant, mérite une analyse.

Deux thèmes traités : la fonction présidentielle et le projet européen, nourrissent des relations que le jeune président se targue d'avoir tissées avec la personnalité majeure du continent, la chancelière... Le contraste entre ces chapitres est assez saisissant. En voici quelques phrases, retraduites à la volée.

Tout d'abord, la fonction présidentielle : « Elle a en France une haute valeur symbolique, incomparable à celle d'un chef de gouvernement ou d'un ministre. Tout ce qu'on fait ou dit – et même ce qu'on ne dit pas – prend aussitôt une signification. Cette exigence fait corps avec l'histoire de la fonction. » « L'Élysée est un lieu où le pouvoir a laissé son empreinte depuis des siècles... On ne peut que s'aligner sur cette histoire, la poursuivre... » Ou encore, « Devenir Président, c'est la fin de l'innocence, et ne rien pouvoir faire innocemment transforme la vie de fond en comble. Chacun agit comme veut sans qu'on s'y arrête, mais tout acte du Président, toute parole, a une signification aux yeux des gens et peut avoir de graves conséquences. C'est un poids à porter, même s'il n'est pas accablant... » À la question : « Pensez-vous qu'Angela Merkel éprouve le même

sentiment ? », la réponse mérite attention : « *L'Allemagne n'est pas la France. Chez vous, le protestantisme a créé la différence. Ici, l'Église catholique a marqué la société d'une empreinte verticale de haut en bas et je suis persuadé que cela persiste. Non, je ne me prends pas pour un roi ! Mais, qu'on le veuille ou non, la société française est unique en Europe : la France est un pays de monarchistes régicides. Paradoxe : les Français veulent élire un roi, et en même temps pouvoir le renverser quand ils veulent. Le mandat de Président n'est pas ordinaire, il faut le savoir quand on l'exerce, et se préparer à être mis en cause, incriminé, moqué – c'est dans la nature des Français. Un Président ne doit pas s'attendre à être aimé. C'est dur, car tout le monde voudrait être aimé. Mais c'est finalement sans importance : l'essentiel est d'être utile au pays, de le faire avancer.* »

De cette perception aiguë de la puissance symbolique de sa fonction, Emmanuel Macron conclut à la nécessité – contestée selon lui – de retrouver le sens de la « grande Histoire » : « *La mode postmoderne est le pire qui pouvait arriver à nos démocraties. L'idée qu'on doive déconstruire l'Histoire n'est pas bonne : depuis, on se méfie de tout et de tous. Et je me demande pourquoi les médias sont les premiers à la discréditer. Ils croient devoir la détruire parce que toute grandeur cache du mal.* » La critique est nécessaire, mais pourquoi cette haine ? Et si une partie de notre jeunesse est fascinée par les extrémismes, celui du djihad par exemple, pourquoi n'y aurait-il pas un héroïsme démocratique ? Peut-être est-ce à nous d'inventer cela ensemble pour le XXI^e siècle. On aurait mauvaise grâce à ne pas saluer ici de saines vérités : Emmanuel Macron a visiblement rencontré la tradition française du « service royal » et l'on se prend à espérer qu'il l'a, pour une

part au moins, faite sienne... N'était notre effarement devant les aberrations politiques qui suivent : l'ambition de relancer une Europe « *souveraine, unitaire et démocratique* » - sans allusion au fait que l'Union européenne bafoue les fondements de la souveraineté, l'asservit aux puissances d'argent, attisant en elle-même les discordances nationalistes... Sur ces bases tordues, comment bâtir « *un espace qui nous protège et qui nous aide* » ? Si les peuples ont vraiment le « *désir d'Europe* » qu'il décrit, comment leur faire développer en commun des programmes – énergétiques, informatiques et autres – qu'une impuissance structurelle consentie abandonne aux diktats de la mondialisation ? Est-ce là « *s'aligner sur l'histoire* » de notre nation ? L'allégeance à l'Alliance atlantique, assortie de « *coopérations* » avec les USA sur tous les points chauds de la planète - y compris là où nos diplomates divergent - vient envelopper le tout d'un parfum désuet d'hymne à la joie du « *Monde libre* » (sic !)... et de la Guerre froide. La séquence s'achève en burlesque avec les mamours prodigués à la fée chancelière, à qui l'on a soumis le discours de la Sorbonne : « *Je tenais à ce que nous soyons, la chancelière et moi, fondamentalement d'accord sur le but et la composition de mon discours. L'important est dans notre ambition commune de faire du neuf pour l'Europe... La France a besoin d'une Allemagne forte et d'une forte chancelière (sic !). L'Allemagne a besoin d'un France forte... Il s'est tissé entre nous une relation étroite... Madame Merkel incarne le destin allemand au XX^e siècle... la réconciliation de l'Allemagne avec l'Europe... une Allemagne à qui a réussi la globalisation... Et je souhaite qu'elle soit la chancelière de la refondation de l'Europe, en étroite liaison avec le rôle que je jouerai moi-même.* » Macron tenant la traîne d'Angela, fermons le ban. L'hystérie du détail qui sature sa dernière interview télévisée où il joue au Premier Ministre finit de démontrer qu'instruit de bribes essentielles, il n'en a retiré aucune éducation.

Luc de GOUSTINE

(1) Interview du 14 octobre dans le *Spiegel* n°42 (sept. 2017), par Britta Sandberg, Julia Amalia Heyer et Klaus Brinkbäumer.

(2) France-Info.

Au royaume de Xi

Le XIX^e Congrès du Parti Communiste Chinois a préparé le XX^e afin que Xi Jinping puisse se succéder à lui-même en 2022 dans le cadre d'une nouvelle « longue marche ».

Le Congrès du 18 au 25 octobre 2017 marque une étape historique pour la Chine et le monde. La stature prise par Xi Jinping qui concentre tous les pouvoirs met fin à une longue période de dirigeants gestionnaires d'une sorte de transition post-maoïste et de révision « libérale ». Xi a définitivement enterré les conflits en décidant que seraient mis sur le même plan les trente années de Mao et les trente glorieuses de Deng Xiaoping. L'avènement de Xi a marqué l'ouverture d'une nouvelle phase historique qui réalise une sorte de synthèse. Xi incarne une nouvelle « pensée ». Seul jusqu'à présent Mao avait été à l'origine d'une « pensée » (sixiang). Deng avait bien ajouté son apport personnel mais sous la forme d'une simple « théorie » (lilun). Xi se place donc au niveau de Mao mais pas pour le démettre ou s'y substituer. Rien ne serait plus dangereux de rejeter l'héritage comme la plupart des observateurs, occidentaux mais pas seulement, pensaient qu'il allait le faire, saluant déjà un nouveau Gorbatchev. Non, Xi est l'anti-Gorbatchev (1). Il ne sert à rien de couper la branche de l'arbre sur lequel le pouvoir communiste est assis. Xi est « fils de prince », les princes rouges, compagnons de la longue marche de Mao. Son père a certes été démis de ses fonctions en 1962 et sa propre vie en a été bouleversée. Réhabilité en 1985, il avait rapidement retrouvé de hautes fonctions. Il n'empêche. Le fils n'avait pas à se venger car il sait bien d'où il vient et ce qu'il continue. Xi n'est

pas qu'un gestionnaire de plus de l'économie chinoise, un « cadre » du parti, un technocrate : Xi est un « propriétaire » du pouvoir chinois. Il est chez lui. Il n'est pas un « locataire » de passage, pas un fonctionnaire, même pas le premier. Il est l'héritier. Avec lui, la Chine communiste est revenue à une conception patrimoniale du pouvoir (2).

Xi présidera aux cérémonies du centenaire du Parti Communiste Chinois en 2021 et compte bien que le XX^e Congrès de 2022 entérinera sa reconduction. Certes il ne peut accomplir plus de deux mandats comme chef de l'Etat. Il ne peut plus siéger au Bureau Politique au-delà de 67 ans (il est né en 1953). Peut-être imaginera-t-il une solution à la Poutine (alterner avec son premier ministre) ou une autre à la chinoise. Le XIX^e Congrès a déjà tranché en inscrivant dans la Constitution la référence nominative à sa « *pensée du socialisme selon les caractéristiques chinoises pour une nouvelle ère* ». Même mort, sa « pensée » continuera donc d'opérer avec tel successeur choisi pour une période qu'il a lui-même fixée : 2049.

2049 n'est pas seulement l'année où se passe le dernier film de science-fiction *Blade Runner*. Le premier conçu en 1984 et qui était supposé se passer en 2019 a bien fait la preuve que ces dates sont bien trop rapprochées. 2049 ne sera sans doute pas très différent de 2019, sauf en termes de géopolitique. En 2020, de l'aveu même de Xi, la Chine sera devenue une « *société de moyenne aisance* ». En 2049 en revanche ce sera un « *pays socialiste moderne, prospère et puissant* ». La stature acquise par l'empereur de Chine nous rapetisse tous. Nos dirigeants ont tous l'air de nains, Trump en tête, Macron qui suit. Que sommes-nous à soixante-six millions de

Français, voire à quatre cent millions d'Européens, face à ces 1400 millions de Chinois ? Ces chiffres n'avaient pas de valeur en soi tant qu'ils ne constituaient qu'une quantité. Des millions de pauvres dans l'anarchie et le chaos ne comptaient pas. Aujourd'hui c'est la valeur qualitative, via l'ordre et le capital, qui les rapproche et autorise la comparaison un pour un (et même un pour dix). En termes géopolitiques, la Chine retrouve sa place d'empire du Milieu. Elle se positionne au centre, ce qui – on l'oublie souvent – a pour effet de nous rejeter à la périphérie. Oui, nous devenons la périphérie de la Chine. Les fameuses « *routes de la soie* » ne sont pas initiées par nous tels de nouveaux Marco Polo, mais par la Chine : elles partent de Pékin et arrivent à des périphéries qui s'appellent Rotterdam ou Athènes, en passant par Djibouti ou le Caucase ! Ce « *rêve chinois* » n'est pas susceptible d'attirer nos ex-maoïstes même reconvertis. Comme l'a dit Xi, la Chine n'exporte pas la révolution ni la famine ou la pauvreté. Elle attire en revanche tous ceux dans le monde qui sont soucieux d'efficacité. Aujourd'hui atelier du monde, demain la nouvelle City, après-demain la nouvelle Silicon Valley.

Xi n'est pas « *le maître du monde* » comme le titrent nos médias en mal de sensations. La vérité que cela cache est que c'est notre « *monde* » qui est en train d'être remodelé par la Chine, un peu comme il l'était par les Américains dans les années 1950. La Chine est en train de vivre ses années cinquante, celles de l'illusion Mao – qui fonctionnait – et celles de l'empire du Bien, des « *U.S.* ». Reste à souhaiter que la « *nouvelle ère* » ne finisse pas comme ces années-là.

Yves LA MARCK

(1) François Bougon, *Dans la tête de Xi Jinping*, Actes Sud

(2) Ho Pin et Huang WenChuang, *Coup d'Etat à Pékin*, Slatkine

Enjeu idéologique et communautariste

Depuis quelques mois, une frange des féministes s'est découverte un curieux cheval de bataille : l'écriture inclusive, censée déboulonner « l'oppression patriarcale » de la langue française ; en parallèle, le jargon managérial de l'entreprise creuse lui aussi toujours plus le fossé entre les Français.

Le jargon managérial est déjà implanté en France depuis plusieurs années. Venu des pays anglo-saxons, il reflète une tendance sociale qui serait nécessairement synonyme de modernité. Dans le monde de l'entreprise, le langage managérial a envahi le quotidien des salariés. On travaille en *open-space*, le service est en *turn-over*. L'utilisation à répétition des anglicismes est telle que ces derniers semblent posséder un pouvoir prophétique, celui d'améliorer la rentabilité et de favoriser une unité des employés.

On peut s'interroger sur cette nouvelle identité linguistique qui met résolument à l'écart tous ceux qui ne rentrent pas dans ce schéma, voire le rejettent. Dans son article « Le wording managérial envahit les sphères de l'État », paru dans *Le Figaro*, le grand reporter au service politique François-Xavier Bourmaud met en exergue cette nouvelle tendance. Au gouvernement, il est ainsi question de *back-up* à tous les postes, de *process*, pour signifier « délivrer » du résultat. Quant à l'opposition politique, on balaie d'un revers de main ses critiques en considérant qu'elle *bullshit*, autrement dit qu'elle raconte des âneries. Toutes ces expressions

sont inconnues ou presque pour la majorité des Français. On se drape dans sa différence pour mieux la cultiver, tout en excluant les citoyens lambda. Comme si la langue française ne suffisait pas pour représenter le tumulte d'une entreprise. Alors on lui préfère les anglicismes, peut-être pour s'imprégner à distance de l'effervescence de la City londonienne.

L'utilisation des sigles, très souvent en anglais, participe à la construction d'une communauté de pensée qui vise à fédérer les salariés autour des valeurs de productivité et de rapidité. Elle participe aussi à l'alimentation de l'entre-soi d'élites convaincues de leur puissance. Dans leur article « Langage managérial et dramaturgie organisationnelle », Nicole d'Almeida, professeur en sciences de l'information et de la communication au Celsa, et sa doctorante Cendrine Avisseau expliquent très justement ce procédé d'auto-mise à l'écart des membres de l'univers managérial : « *La siglaison a de manière générale une connotation d'efficacité, formule autoréférentielle, économiseur de temps et démultiplicateur d'énergie, levier d'action et d'union tant il est vrai que comprendre ces acronymes et ces sigles, c'est faire partie des happy few, du groupe des élus ou des enrôlés de la guerre économique.* »

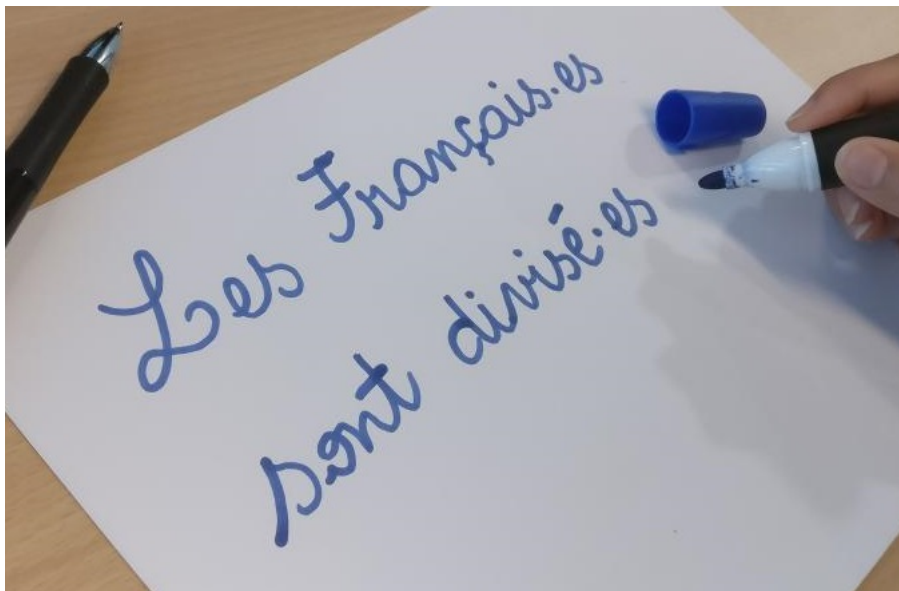
En outre, elles ajoutent, au sujet de l'utilisation de l'anglais : « *Le discours managérial est le plus souvent décliné en anglais, langue supposée du business dans un marché worldwide [...]* Mais, l'anglais a ses limites. La première est la croyance erronée que tout le monde le parle et le comprend. La deuxième est qu'il est déformé par la pratique

internationale, initiée par quelques « gourous » généralement anglo-saxons, relayée par la presse spécialisée, enseignée dans des cabinets de formation et autres business schools et reprise à l'envi par des managers pour qui la mondialisation est autant affaire de marché que de langage. »

Dans le monde des Ressources Humaines, certains ne sont pas dupes non plus de ce nouveau schéma de pensée et le critiquent. Dans leur article *Petit lexique critique de la langue managériale*, deux managers RH, Paul Lamartine et Pierre Durantin, témoignent sous pseudonyme en ces termes : « *Souvent d'ascendance anglo-américaine, tantôt francisés, tantôt prononcés avec une pointe d'accent, ils paraissent dans le langage comme des incantations venant soutenir la parole managériale, la techniciser – et ainsi la rendre indiscutable –, la vider de sens aussi. Car ces mots relèvent d'un sens commun de l'organisation, c'est-à-dire d'un impensé d'expressions prêtes à l'emploi, sans aucune définition précise ni partagée. L'anglais managérial a remplacé le latin, conférant à cette parole l'autorité du sacré.* »

En tentant de généraliser ce jargon managérial, les tenants des anglicismes – même quand ils ne sont pas nécessaires – en viennent à mépriser leur langue maternelle. Un anglicisme (ou un autre terme étranger) n'a peu ou prou aucune valeur dès l'instant où il ne vient plus s'ajouter aux mots français existants mais où il les remplace dans un souci de « modernité ». Comme si la langue maternelle était poussiéreuse alors qu'elle est au contraire l'un des vecteurs les plus unificateurs d'une nation. Loin d'être interchangeable, elle relie une communauté nationale car elle met en lumière une histoire et une culture.

Dès les années 1930, dans son ouvrage *L'Âme et la Langue*, l'écrivain hongrois Deszo Kostolyani voyait déjà les effets néfastes du remplacement perpétuel des mots hongrois par



Un jargon bientôt enseigné dans les écoles ?

des mots anglais ou allemands. Pour lui, les mots vernaculaires remplacés « *stagnent, peu à peu deviennent superflus et vides de contenus, ils s'étiolent puis meurent* ». Et d'ajouter au sujet de l'importance de la langue maternelle dans une société : « *La langue maternelle est la seule dont on ne peut jamais être rassasié, la seule dont on ne peut jamais être écœuré, la seule que nous accueillons en nous sans réserve.* »

Pour ce qui est de l'écriture inclusive, on l'observe à travers les *tweets* de partis politiques mais aussi dans la rédaction de certains articles de presse (*Cheek Magazine, Mediapart*). Tout le monde a été confronté aux « *militant.e.s* » ou « *militant-e-s* ». Dans les offres d'emploi, le procédé s'est aussi généralisé. On cherche « *un.e chargé.e de communication* ». Le magazine *Causette* – en difficulté financière – a ainsi rédigé un appel aux dons en écriture inclusive. Cette dernière n'est que le reflet des dérives d'un certain type de féminisme – revanchard, condescendant et moralisateur – qui se bat pour de faux combats, qui confond égalité et égalitarisme et qui cache à peine sa misandrie sous prétexte de défendre les droits des femmes. Dernière bataille en date : l'abolition du supposé sexisme linguistique qui proviendrait de la règle du « *masculin qui l'emporte* ». Certains chercheurs y voient la trace d'une

misogynie linguistique qui ne prend pas en compte le sexe féminin. C'est le cas de Raphaël Haddad, docteur en communication à l'université Paris-Est Créteil, interrogé récemment par *Libération 2* : « *En France, il y a une résistance idéologique parce que c'est le dernier terrain des masculinistes. La langue pourrait très bien s'adapter, nous passons notre vie à revitaliser la langue, à inventer des mots, c'est pour cela que les dictionnaires sont vivants.* »

Outre la catégorisation et la classification abusive des hommes qui n'adhèrent pas à chaque changement aberrant prôné par les féministes sous l'étiquette étriquée de « *masculinistes* », on ne saurait manquer de critiquer l'autre argument, à savoir le caractère vivant de la langue. En effet, toute langue est mouvante et fluctuante. Pour autant, sa structure et sa typographie n'ont pas à être détruits par idéologie victimaire. En outre, les groupes féministes confondent « *le masculin l'emporte sur le féminin* » avec « *l'homme l'emporte sur la femme* ». La blogueuse Sandrine Campese, diplômée de la Sorbonne et de Science po Aix explique dans un article sur l'*Obs* le Plus Le masculin l'emporte sur le féminin : et si les féministes arrêtaient la grammaire ? : « *Elles [les féministes] confondent genre et sexe. En grammaire, le genre masculin est au nom ce que*

l'infinitif est au verbe. Autrement dit, une forme indifférenciée, non marquée, qui est à rapprocher, en ce sens, du neutre latin. Cette neutralité dite extensive justifie, notamment, que les adjectifs féminins se forment à partir du masculin. »

Autrement dit, le masculin est perçu comme le neutre. À partir de là, on peut considérer qu'il est impossible dans une phrase telle que « *Les invités étaient tous arrivés un peu avant midi* », de déterminer s'il n'y a que des hommes ou aussi des femmes. Mais le fait est qu'il peut y avoir des femmes, théoriquement comptabilisées sans être nommées. L'apriori joue en leur faveur par cette neutralité. Dès lors, la neutralité du masculin ne le rend pas supérieur puisque indifférencié sur le fond. La différenciation s'effectue au contraire pour le féminin qui est remarqué dans la phrase « *Les invitées étaient toutes arrivées un peu avant midi* ». Il n'y a ici aucun doute sur l'absence d'hommes.

Les promoteurs de l'écriture inclusive tendent à vouloir, comme ceux du « *wording* » managérial, diffuser leurs lumières à ceux qu'ils jugent obscurantistes. Le pire, c'est que ce qui pouvait apparaître comme des luttes intestines au monde féministe touche maintenant les plus hautes sphères de l'État. Le ministre du Travail, Muriel Pénicaud, a d'ailleurs appelé les entreprises à utiliser l'écriture inclusive.

Heureusement, le ministre de l'Éducation nationale Jean-Michel Blanquer et le secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes, Marlène Schiappa, ont, chacun de leur côté, mis le holà en s'opposant à cette écriture à l'école. Évidemment, le risque de ces nouveaux communautarismes est d'aboutir à un révisionnisme linguistique dans un but purement idéologique. Seul remède : la résistance intellectuelle.

Indiana SULLIVAN

Avez-vous pensé à vous réabonner ?

Octobre en Russie

En France, l'évocation de la Révolution d'octobre 1917 s'inscrit dans le cadre de la recherche historique. Très peu de Français rêvent encore à la prise du Palais d'Hiver et Lénine n'est plus du tout une référence politique.

En Russie, Vladimir Illitch est toujours inscrit dans la mémoire collective : les statues de Lénine sont très nombreuses dans les villes et Moscou a gardé son avenue Leninskaya dominée, quand on vient du Kremlin, par une immense statue du personnage. Adulé à l'époque soviétique, celui que les enfants appelaient *diadouchka Lenina*, Petit oncle Lénine, paraît hors conflits et règlements de compte : ses statues ne sont ni fleuries ni maculées de slogans hostiles. Il est entré dans l'histoire russe, beaucoup, jeunes et moins jeunes, le considèrent comme le fondateur de la Russie moderne et c'est tout.

D'ailleurs, la commémoration de la Révolution d'octobre est Russie est des plus discrètes. Du côté du Kremlin, la ligne est fluctuante et traduit un réel embarras. Dans un article qu'il a consacré à la nouvelle historiographie et à la mémoire de la Russie postsoviétique (1), Georges Nivat remarque que Vladimir Poutine avait déclaré en février 2016 devant l'Académie des sciences que Lénine lui semblait responsable de la destruction de l'Union soviétique parce qu'il avait élaboré un fédéralisme socialiste. Ceci après avoir affirmé à maintes reprises que l'éclatement de l'URSS en 1991 était une catastrophe. Lénine permettrait donc de dénoncer tout à la fois la création de l'Union soviétique et sa disparition ? Sans référence au crâne dégarni de *diadouchka Lenina*, cette explication paraît

tout de même quelque peu tirée par les cheveux... L'embarras officiel correspond à la complexité des sentiments et opinions qui agitent les Russes et que les Français sont les seuls à pouvoir comprendre ou du moins deviner puisque la Révolution d'octobre est, après la Révolution française, la seule à « figurer l'histoire universelle » (2). Depuis deux siècles, nos interprétations et nos débats sur notre Révolution demeurent passionnés et il n'y aura jamais de représentation consensuelle de l'événement.

Pour les Russes, la relation au passé est beaucoup plus difficile que la nôtre. Alors que les historiens et les polémistes français se sont toujours exprimés librement sur 1789 et 1793, en Russie la recherche historique n'est libre que depuis trente ans et la mémoire collective comme maintes mémoires individuelles supportent des tragédies beaucoup plus déchirantes et coûteuses en vies humaines que les nôtres : la guerre civile de 1917 à 1919, la terreur stalinienne et le Goulag, les divisions et les conflits internes provoqués par l'occupation allemande qui sont maintenant connus grâce à la publication d'ouvrages sur l'armée Vlassov qui combattit avec les Allemands... Georges Nivat montre une Russie qui se cherche, à travers les orientations officielles, les réhabilitations de Staline par divers historiens et le maintien de L'Archipel du Goulag au programme des écoles. On comprend la prudence du président russe qui se borne à recommander une « analyse honnête » d'Octobre, en vue d'une commémoration qui doit viser la « réconciliation nationale », « éviter de raviver la discorde, la haine, le ressentiment liés au passé » selon les propos rapportés par Marc Ferro (3). On comprend aussi que le peuple russe, dans sa très grande majorité, communie dans la glorification de la Grande Guerre patriotique et dans la

Victoire du 9 Mai célébrée par de grandes parades militaires : même si l'on a toujours su que le peuple russe n'a pas formé un bloc compact face aux Allemands, la mémoire de la guerre de 1941-1945, qui a effacé celle de 1914-1917, est la seule qui soit unifiante pour une Russie qui a failli mourir trois fois en un seul siècle – après la prise du pouvoir par les Bolcheviks, pendant la guerre et lors de la chute de l'Union soviétique. Dans ce travail complexe et très normalement confus de la mémoire, que reste-t-il de la Révolution de 1917 ? Au terme de son étude sur 1917 dans la mythologie soviétique et communiste (4) Sophie Coeuré écrit que ce passé « est le plus souvent oublié, normalisé dans une temporalité qui ne fait plus de la révolution d'Octobre l'unique rupture fondatrice, ni pour la Russie, ni pour le monde, ni a fortiori pour la France, mais permet par là même à l'événement 1917 de reprendre vie comme sujet d'histoire ».

Quant à l'histoire, il faut lire l'article que Georges Nivat consacre à La Roue rouge de Soljenitsyne (5), au regard que l'écrivain porte sur la première révolution russe, celle de février, comparé aux travaux d'Isaac Deutscher – *La Révolution inachevée* – et d'Orlando Figes, auteur d'un ouvrage récent sur *La Révolution russe*. Soljenitsyne affirmait que Février 1917 ne mérite aucune commémoration et telle est bien la ligne officielle. Cela n'empêchera pas la publication de travaux, qu'on souhaite traduits en français, sur Kerenski et sur Milioukov.

Yves LANDEVENNEC

(1) Cf. Georges Nivat : « Staline avec nous », Revue *Le Débat*, n°190 - mai-août 2016. Editions Gallimard.

(2) François Furet : « 1789-1917 : aller et retour », *Le Débat*, n°57 – novembre-décembre 1989.

(3) Cf. Marc Ferro : « Révolution d'Octobre : que doit-on commémorer ? » *Le Débat*, n°196 - septembre-octobre 2017.

(4) Cf. Sophie Coeuré : « Un passé peu encombrant », *Le Débat*, n°196.

(5) Georges Nivat : « Soljenitsyne d'octobre à février 1917 », *Le Débat* n°196.

Michel Onfray

Critiquer Michel Onfray sur certains aspects de son œuvre n'implique sûrement pas le ressentiment à l'égard de sa personne et même à l'égard de toute sa pensée. J'ai rendu compte ici-même de son essai sur Albert Camus sans la moindre réserve, bien au contraire. Même si je ne me reconnais pas dans tous les aspects de sa charge contre Freud et la psychanalyse, je lui reconnais la franchise et le cran de s'en être pris à une vache sacrée de l'intelligentsia contemporaine. Le fondateur de l'université populaire de Caen est connu désormais pour ses positions à contre-courant, qui témoignent d'une belle liberté d'esprit. Pourtant, c'est le même intellectuel qui, dans certains domaines, témoigne aussi d'un rare parti-pris, au risque de violenter la rigueur nécessaire dans les disciplines qu'il met à mal. Ainsi, dès qu'il s'agit du christianisme, Michel Onfray est pris d'une frénésie polémique qui lui fait oublier toute prudence. Sans vouloir juger ses intentions personnelles, qui relèvent peut-être de son parcours, il doit être permis de débattre avec lui, à propos de la pertinence de ses sources, de son interprétation des textes ou de son étrange lecture de l'histoire.

Le petit livre que Jean-Marie Salamito, professeur d'histoire du christianisme antique à la Sorbonne, vient de publier à son adresse, ne devrait pas l'indisposer, en dépit de ce que peut avoir de désagréable l'analyse précise des erreurs et des bévues dont il s'est rendu coupable. Michel Onfray avait été quelque peu meurtri, me semble-t-il, par des ouvrages précédents qu'il avait ressentis comme une offensive concertée contre lui. Sans doute l'historien est-il chrétien, mais ce n'est pas à ce titre qu'il intervient. C'est, pourrait-on dire, à titre professionnel : « *Je veux rappeler des données, une culture que toutes et tous, malgré les divergences des options philosophiques ou des convictions religieuses, devraient posséder en commun. Il existe un socle de connaissances que n'importe qui peut admettre, et à partir duquel chaque conscience peut bâtir en toute liberté des interprétations. C'est ce socle, ce bien collectif que *Décadence* met en péril.* » *Décadence*, paru au début de cette année, prétend expliquer l'effondrement actuel de « *la civilisation judéo-chrétienne* », principalement à partir des errements, d'abord initiaux, du christianisme. D'évidence, une civilisation qui se fonde toute entière sur un personnage qui n'aurait pas existé recèle une fragilité native. C'est ce que prétend Michel Onfray : « *La civilisation judéo-chrétienne se construit sur une fiction : celle d'un Jésus n'ayant jamais eu d'autre existence qu'allégorique, métaphorique, symbolique, mythologique.* » Très curieuse affirmation que dément pourtant la totalité de la communauté scientifique spécialisée, quelles que soient les appartenances de ses membres. La fragilité des références est pourtant patente. Elle est évidente pour l'américain Ehrman qui a pulvérisé récemment des positions mythistes quant au Jésus des Évangiles et qui déclare tranquillement : « *Je suis un agnostique avec des tendances à l'athéisme ; ma vie et ma vision du monde seraient à peu près les mêmes que Jésus ait existé ou non.* ». Dès lors, que penser d'un auteur aussi péremptoire, dépendant de sources aussi fragiles : « *Son*

chapitre sur Jésus compte dix-neuf pages. Dix d'entre elles citent et paraphrasent des écrits anciens dont pas un seul chercheur digne de ce nom ne se servirait aujourd'hui pour enquêter sur le Jésus de l'histoire. » Pour assurer, avec des arguments qui lui soient propres, son étrange proposition, l'intéressé veut démontrer que Jésus « *est un concept qui ne mange que du symbole* », d'où son évanescence. Et pour le gourmet qu'est Michel Onfray, l'absence de toute évocation des nourritures terrestres dont aurait dû se nourrir l'habitant de la Palestine est rédhitoire. L'argument peut paraître mineur, mais il n'est pas sans valeur, dès lors qu'on s'interroge sur l'épaisseur existentielle d'un personnage, de son inscription dans le monde vivant. Sur ce terrain-là, Jean-Marie Salamito n'éprouve nulle peine à montrer que les Évangiles sont remplis de détails culinaires, tandis que la prédication habituelle de Jésus ne cesse de faire référence aux aspects les plus concrets de la ruralité, du règne végétal et du règne animal.



Hasard des lectures croisées... J'ai eu la confirmation de ce diagnostic chez le *néo-catholique athée* Michel Marmin, qui aborde les Évangiles tardivement, et tous sens éveillés, constate : « *Le pain sent le pain, dans les Évangiles, le poisson sent le poisson, le vin sent le vin, les soldats sentent la caserne, les hommes et les femmes sont là dans leurs habits de tous les jours (ou du dimanche), leur présence est aussi forte que dans les romans de Simenon.* » (1). Ce n'est qu'un aspect, mais important du point de vue onfrayen. Reste que l'appareil critique tout entier de *Décadence* se trouve mis à mal au travers d'un examen minutieux des affirmations et des références. Tout l'intérêt de la démonstration vient de la précision extrême des arguments factuels qui contredisent terme à terme une construction qui, pour le coup, n'est fondée que sur la mythologie personnelle d'un philosophe qui se trahit en adoptant la défroque du polémiste. Jésus n'est pas seul en cause, puisque Paul se trouve aussi épinglé d'une façon qui rappelle la manière de Nietzsche, surtout par sa violence (l'un voit l'apôtre comme un impuissant sexuel, l'autre comme épileptique...). Mais le rapport d'Onfray au corpus paulinien est encore plus faible que l'exégèse rapide d'*Aurore*.

L'essentiel du propos de *Décadence* dépasse l'examen des textes et des épisodes historiques, il s'ordonne dans la dénonciation d'un système politico-religieux dont l'empereur Constantin serait l'initiateur, puisque c'est lui qui aurait permis à une secte, ou à une poussière de secte de devenir une véritable religion organisée. Constantin, qui serait, par ailleurs, un tueur de l'espèce gangster. Là encore, Jean-Marie Salamito se contente de rétablir calmement les faits, non seulement ceux qui concernent le fils de sainte Hélène, mais ceux qui touchent à la responsabilité de ses successeurs. Il n'y a là aucun totalitarisme, même en germes. Mais il faut juger sur pièces. L'historien appelle son interlocuteur à une loyale discussion dans le respect mutuel. Sera-t-il entendu par le théoricien du *Traité d'athéologie* ?

Gérard LECLERC

Jean-Marie Salamito, *Monsieur Onfray au pays des mythes. Réponses sur Jésus et le christianisme*, Salvator.

(1) Michel Marmin, *La République n'a pas besoin de savants*, Pierre-Guillaume de Roux.

Coquelicots d'Irak

À travers une histoire familiale, ce roman graphique nous invite à découvrir l'histoire de l'Irak des années 1950 à nos jours, une histoire émaillée de guerres, de coups d'État, de révolutions jusqu'aux jours tragiques de la déliquescence de l'État irakien avec la chute de Mossoul en juin 2014.

Ce récit nous replonge dans les affres des luttes de factions au lendemain de la seconde guerre mondiale, entre nassériens et baassistes, partisans de la monarchie et partisans de la démocratie parlementaire, tenants d'un pouvoir civil et soutiens à l'action des militaires. On y découvre avec amusement les tracasseries que doivent subir les irakiens : écoutes téléphoniques, courriers ouverts. Pourtant, une grande partie du pays, y compris le gouvernement, écoute l'émission de radio israélienne diffusée en arabe à destination de l'Irak malgré l'interdiction des autorités. Entre proches, on apprend très vite à ne plus parler que de potins et de cancans. Il est trop dangereux de parler de politique. Avec Saddam Hussein la mainmise sur la population s'accroît, une population que les guerres et les embargos des années 1990-2000 épuisent et poussent à l'exil. La guerre civile, après 2003, touche les chrétiens et les cousins restés au pays cultivent une islamophobie revendiquée.

Les parents de Brigitte vivent dans un quartier mixte chrétien et musulman. Le père, de vieille souche mossouliote, est dentiste et soigne tout le monde. Les restes des repas vont aux miséreux. La mère, française, a du mal à s'adapter à l'Irak. La page consacrée aux règles de politesse est tout à fait savoureuse. Pour éviter l'enrôlement du fils dans les organisations de jeunesse du parti, le père prend la décision de l'exil vers la France. Brigitte et son frère vont découvrir un autre monde plus libre, plus rude, et un certain racisme. Bachelière, féministe, elle entame des études de sciences économiques avant de devenir coloriste. Cette vie française l'éloigne de sa famille élargie et de sa ville natale. Son père, âgé et malade, regrette l'Irak, mais l'Irak post-Saddam n'offre aucune perspective. Que va-t-il advenir de son père ? De sa famille qui se disperse ? De Mossoul ? De l'Irak ?

Marc SÉVRIEN

Brigitte Findakly, Lewis Trondheim, *Coquelicots d'Irak*, L'Association, 2017, 19 €

Persécution et oubli

C'est une minorité religieuse du Proche-Orient trop souvent ignorée qu'une étudiante de l'ENS et de l'EHESS, Claire Lefort, nous invite à découvrir : les Sabéens-Mandéens. Découverte salutaire car cette minorité est aujourd'hui menacée dans son existence même.

L'auteur a fait connaissance avec cette communauté au cours d'un séjour d'étude en Jordanie consacré aux minorités religieuses et ethniques chassées d'Irak. Elle ne connaît alors rien aux Sabéens. Une rencontre fortuite la met en relation avec des membres de cette communauté et vont s'en suivre des heures d'entretien non seulement en Jordanie mais aussi avec des membres de la diaspora. Claire Lefort nous fait découvrir cette minorité religieuse, disciple de Jean-Baptiste dont les origines sont encore objets de controverse. Elle expose de manière précise la foi des Sabéens, leur doctrine, leurs rites, leur organisation ecclésiastique, leur mode de vie, leurs lieux d'implantation en Irak et en Iran.

Mais le livre attire aussi notre attention sur deux dangers qui les menacent de mort : les persécutions, l'acculturation fruit de l'exil. D'abord considérés comme gens du Livre, leur statut est remis en cause à partir du X^e siècle. Refusant tout prosélytisme, endogames, ils sont pourtant tolérés et savent se montrer discrets. Pourtant leur histoire est émaillée de persécutions, massacres, conversions forcées. Leur pacifisme absolu en fait des proies faciles. Dans l'Irak déstructuré actuel, ils sont enlevés, torturés, tués, ne trouvant pour la plupart leur salut que dans l'exil, en tous cas pour ceux qui ont les moyens matériels de le faire. Non-circoncis, ils sont considérés comme impurs par nombre de leurs concitoyens musulmans en Irak. Mais les Sabéens sont aussi victimes de l'ignorance collective. Les pays occidentaux les connaissent mal, et ils ne bénéficient pas de l'aide d'organisations spécifiques. L'exil leur sauve la vie, mais il les soumet au risque rapide de l'acculturation.

M. S.

Claire Lefort, *Les Sabéens-Mandéens ; premiers baptistes, derniers gnostiques*, Editions du cygne, Coll. Frontières ; 2017 ; 12€

Brèves

Hongrie, le 17 octobre : L'archiduc Georges de Habsbourg-Lorraine, ambassadeur de Hongrie, a dénoncé dans une interview la montée des nationalismes en Europe, « *ce syndrome à l'origine de la première guerre mondiale* ». Regrettant l'intransigeance des indépendantistes catalans, le frère du prétendant à la couronne austro-hongroise a renvoyé dos à dos le gouvernement espagnol et l'U.E. dans la gestion de la crise en Catalogne qui agite et divise le royaume hispanique depuis des semaines.

Brésil, le 20 octobre : Le prince Dom João Henrique d'Orléans e Bragança, honoré du titre de citoyen d'honneur par la mairie de Ponta Nova, a rendu un hommage appuyé à la monarchie brésilienne. Très populaire, il a tenu une conférence sur les aspects positifs et négatifs de l'empire défunt : « *projeto Brasil Monárquico de 1808 a 1889* ».

Népal, le 22 octobre : Dans un communiqué, le roi Gyanendra Shah a annoncé qu'il était désormais prêt à remonter sur le trône, regrettant l'absence réelle de *leadership* dans le pays. Une déclaration faite à la veille d'importantes élections législatives où vont s'affronter deux coalitions : le Congrès népalais et leurs alliés monarchistes, revenus au gouvernement pour la troisième fois, face aux maoïstes et leurs alliés communistes.

République Tchèque, le 22 octobre : Avec 14 candidats présents sur la liste de TOP 09, le mouvement de la Couronne Tchèque a dépassé péniblement les 5% des voix avec leur partenaire politique. Soutenant l'archiduc Charles de Habsbourg-Lorraine, les monarchistes ont appelé au rassemblement à Prague pour une manifestation en faveur du retour de la monarchie.

Frédéric de Natal

Actualité du mouvement

Mercredis de la NAR

À Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45). Entrée libre (une participation aux frais de 2 € est demandée). Elle s'achève à 22 h. Une carte d'abonné des mercredis annuelle (12€) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences.

Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 7 €).

Mercredi 8 novembre, débat entre Philippe Arondel, journaliste et spécialiste des questions syndicales et Christophe Barret :

« Quel avenir pour le populisme de gauche ? »

Mercredi 15 novembre, Cyril Trépier - Université Paris 8 (Institut Français de Géopolitique) -, pour son ouvrage :

« Géopolitique de l'indépendantisme en Catalogne »

NOUVEAU !!!



Les mercredis de la NAR sur YouTube
Retrouvez nos dernières conférences avec ce lien :

<https://youtu.be/yI9PcQerl8A>

Permanences parisiennes - Chaque premier samedi du mois, de 15h00 à 18h00, nous recevons nos lecteurs et nos adhérents dans nos locaux, au 38 rue Sibuet (12^e arrd.). **Rendez-vous le 4 novembre !**

Bulletin d'abonnement à *Royaliste*

Nom / Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance:

Adresse électronique :

Souscrit un abonnement de : ☐ trois mois (20 €) - ☐ six mois (30 €) - ☐ un an (50 €)
☐ un an de soutien (120 €) - ☐ annuel PDF (40 €) - ☐ annuel PDF de soutien (50 €)

Adresser votre règlement à : N.A.R., Bloc C boîte 13, 36-38 rue Sibuet - 75012 PARIS

Royaliste

Bimensuel de la Nouvelle Action Royaliste

Rédaction-administration

Bloc C - B.A.L. 13, 36-38 rue Sibuet
75012 Paris
Tél. : 01 42 97 42 57

Directeur de la publication : Yvan Aumont
Directeur politique : Bertrand Renouvin
Directeur politique adjoint : Christophe Barret

Com. paritaire : 05 14 - G 84 801
ISSN 0151-5772
Imprimerie spéciale de la NAR

La culture du défaitisme

Étrangère au marxisme, hostile à toutes les formes de communisme, la Nouvelle Action royaliste s'en tint à cette ligne pendant les vingt premières années de son existence qui furent les vingt dernières de la Guerre froide. Nous avons défendu la stratégie de dissuasion nucléaire, garantie essentielle de notre indépendance nationale, qui permettait le jeu gaullien des contrepoids sur le continent européen et dans le monde – sans craindre de nous retrouver aux côtés du Parti communiste français dans plusieurs batailles électorales...

Avant même l'union de la gauche, les anticommunistes que nous étions furent confrontés à la radicalité anticommuniste qui fonctionnait sur le mode panique. On ne pouvait pas sortir du totalitarisme ! Selon la prophétie de Lénine, les Rouges passeraient par l'Afrique pour conquérir l'Europe de l'Ouest ! L'Amérique latine basculerait, elle aussi ! Ce défaitisme était professé par des défenseurs de l'Occident chrétien qui précipitaient dans les enfers du cryptocommunisme ceux qui émettaient des doutes sur la venue du *Grand soir* au vu des défaites subies par un « camp socialiste », de plus en plus divisé.

Ce catastrophisme relevait parfois de la névrose obsessionnelle mais plus souvent d'un calcul : effrayés par la menace totalitaire, les braves gens allaient se précipiter vers les livres, les journaux, les équipes militantes de ceux qui assuraient former le plus solide de tous les remparts. En transformant un danger réel en mouvement invincible, on redonnait bien entendu du crédit au camp d'en face. Trop contents, les communistes, d'être dénoncés comme propagandistes d'une idéologie formidable, révolutionnaires conséquents et subversifs accomplis !

Les commissaires politiques de l'anticommunisme ont presque tous disparu, mais nous avons vu apparaître les commissaires politiques de l'anti-islamisme. Ils désignent le djihadisme comme l'Ennemi absolu, trois citations à l'appui. Ils proclament la Guerre contre le terrorisme à la

terrasse des cafés. Ils annoncent l'islamisation prochaine de la France, sans voir les tenues de plus en plus minimalistes que portent les femmes les jours de canicule. Ils traquent sur les réseaux sociaux les tièdes, les déviants, les complices du djihad et comme naguère,



dénoncent et excommunient pour une expression maladroite. Comme les extrémistes religieux, ils proclament qu'ils sont la Loi. Et quand un attentat se produit, ils participent à l'hystérie médiatique sans comprendre qu'elle offre une formidable résonance à l'acte terroriste, sans comprendre que les attentats sont commis pour provoquer des appels à la vengeance et des passages à l'acte.

Toute cette agitation qui vise l'islamisme et parfois l'islam dans une méconnaissance totale de cette religion crée un brouillard qui empêche de discerner les véritables dangers – certains étant surestimés, d'autres sous-estimés dans un climat qui engendre peurs et paniques. La police et l'armée qui traquent méthodiquement les djihadistes doivent au contraire pouvoir compter sur une population calme et résolue. Les experts autoproclamés de l'islamisme minent cette résolution lorsqu'ils répètent que nous sommes trop faibles pour résister à la vague islamiste. Ils dissertent sur la guerre, en oubliant que dans une telle situation, la propagande défaitiste est sévèrement réprimée.

Nous ne sommes pas en guerre contre le terrorisme parce qu'on ne fait pas la guerre à une technique de combat. Ne nous laissons pas prendre par les discours martiaux. L'État a une très juste conception de la lutte à mener : c'est une lutte contre des organisations criminelles, confiée à la Brigade criminelle (1), qui conduit à des incarcérations et à des jugements, non au rassemblement de prisonniers dans des camps.

Dans cette lutte, les citoyens ne sont pas condamnés à jouer les spectateurs : ceux qui ne rejoignent pas la Police nationale ou l'Armée peuvent faire pression sur les médias pour qu'ils cessent de faire écho à la propagande djihadiste ; ils peuvent mener des campagnes contre les élus locaux qui pactisent avec l'extrémisme religieux, et exiger une action gouvernementale rigoureuse contre les financements séoudiens et qataris de l'islam radical. Qu'on cesse de cultiver le défaitisme.

Bertrand RENOUVIN

(1) Cf. l'entretien accordé par Michel Faury, patron de la Brigade criminelle, *Le Figaro* du 25 octobre.